
ARCHIVES ET DROITS DE L'HOMME

Nouvelles de la Section des archives et des droits de l'homme
Lauréat du Premio Internacional Derechos Humanos 2020 de la Asociación pro Derechos Humanos de España
Numéro n°. 157, janvier 2023
Écrit et compilé par Trudy Huskamp Peterson

Commentaire

Peut-être s'agissait-il de pirates - du moins, selon une théorie, le concept actuel de compétence universelle trouve son origine dans la menace que les pirates faisaient peser, il y a un demi-millénaire, sur la sécurité du commerce maritime et des liens de communication entre les États et, par conséquent, toutes les nations pouvaient les condamner. Aussi intéressantes que soient ces origines (voir, par exemple, l'article de Yana Shy Kraytman "Universal Jurisdiction-Historical Roots and Modern Implications" dans le *Brussels Journal of International Studies* 2005), l'utilisation moderne de la compétence universelle est apparue à la suite de la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, la profession juridique internationale est de plus en plus sensible à l'utilisation de la compétence universelle.

Les principes de Princeton sur la compétence universelle, publiés en 2001, la définissent comme "une compétence pénale fondée uniquement sur la nature du crime, sans considération du lieu où le crime a été commis, de la nationalité de l'auteur présumé ou condamné, de la nationalité de la victime ou de tout autre lien avec l'État exerçant cette compétence".

[Equipo Nizkor - Les principes de Princeton sur la compétence universelle. \(derechos.org\)](#)

Le *Rapport annuel 2022 sur la compétence universelle* indique qu'en 2021, il y avait 125 accusations actives de crimes internationaux dans 16 pays, dont 34 accusations pour crimes de guerre, 66 pour crimes contre l'humanité et 25 pour génocide.

https://www.ecchr.eu/fileadmin/Publikationen/Trial_UJAR_25_03_2022_Digital.pdf

Le mois de janvier a connu un nombre frappant d'avancées dans les affaires de compétence universelle :

Finlande/Liberia/Sierra Leone. En avril 2022, un tribunal de Tampere, en Finlande, a rejeté toutes les accusations portées contre Gibril Massaquoi, l'ancien lieutenant-colonel et porte-parole du Front révolutionnaire uni pendant la guerre civile en Sierra Leone. L'accusation a fait appel, et l'appel est à suivre, le tribunal s'était déplaçant au Liberia pour entendre les témoins, a rapporté l'ONG Civitas Maxima. Pour le contexte, voir *SAHR News* 2022-04.

<https://civitas-maxima.org/trial-monitoring-gibril-massaquois-appeal/>

Allemagne/Myanmar. L'ONG Fortify Rights et 16 plaignants individuels ont déposé une plainte pénale de 215 pages et "plus de 1 000 pages de preuves pour aider le bureau du procureur fédéral [allemand] à enquêter et à poursuivre les responsables du génocide des Rohingyas ainsi que des crimes d'atrocité liés au coup d'État de la junte militaire [du Myanmar] lancé le 1er février 2021". Outre "plus de 1 000 entretiens avec des survivants de crimes internationaux au Myanmar", la plainte s'appuie sur "des documents ayant fait l'objet de fuites et des informations fournies par des déserteurs de l'armée et de la police du Myanmar et d'autres personnes qui font la lumière sur les opérations, les crimes et les structures de commandement de l'armée."

<https://www.fortifyrights.org/mya-inv-2023-01-24/>

Allemagne/Syrie. *Justiceinfo.et* a interviewé Patrick Kroker de l'ONG European Center for Constitutional and Human Rights qui représente l'un des plaignants dans le procès allemand contre Moafak D., un ancien membre d'une milice syrienne accusé de crime de guerre pour avoir "lancé une grenade sur une foule qui s'était rassemblée pour collecter des colis d'aide de l'ONU en mars 2014" à Yarmouk, un camp de réfugiés et un quartier de Damas, en Syrie. Kroker a déclaré que lors du procès à Berlin, "les témoignages des neuf témoins oculaires ont été les plus importants. Ils sont étayés par une quantité assez importante d'images, provenant en partie des réseaux sociaux, enregistrées avant le crime et par la suite dans les hôpitaux. Mais il n'y a pas d'éléments de preuves provenant du moment précédant juste le crime et le suivant." Kroker a fait un point important sur "l'attaque généralisée et systématique du régime Assad contre sa population civile depuis avril 2011" et la terrible situation à Yarmouk : "L'accusation de crimes de guerre ne tient pas compte de tout cela. Pour l'efficacité du procès, il est logique de se concentrer sur les crimes de guerre, car le tribunal n'a pas à fournir des preuves sur l'ensemble du contexte. Mais cela ne reflète pas pleinement l'injustice qui s'est produite à Yarmouk et la souffrance des victimes."

https://www-justiceinfo-net.translate.google.fr/110921-patrick-kroker-vu-blessures-personne-survivre.html?_x_tr_sl=auto&_x_tr_tl=en&_x_tr_hl=auto

Iran/Suède. À Stockholm a commencé le procès en appel de Hamid Nquioury, citoyen iranien, qui conteste sa condamnation à la prison à vie pour avoir commis des crimes de guerre et des meurtres pendant la guerre Iran-Irak dans les années 1980, a rapporté *AP*. Pour le contexte, voir *SAHR News* 2022-07.

<https://apnews.com/article/iran-politics-stockholm-legal-proceedings-crime-935a0486cc8c5b324c6b661c9c03ca4c>

Liberia/Suisse. En 2021, un tribunal suisse a condamné à 20 ans de prison Alieu Kosiah, un ancien commandant rebelle qui a combattu avec le Mouvement uni de libération du Liberia pour la démocratie (ULIMO) contre l'armée de l'ancien président libérien Charles Taylor entre 1993 et 1995. Il a été reconnu coupable, selon *swissinfo.ch*, de "22 chefs d'accusation de crimes de guerre, dont le viol, le meurtre et un acte de cannibalisme". Il a fait appel de la condamnation, et le procès en appel a commencé en janvier. Pour le contexte, voir *SAHR News* 2021-06.

<https://www.swissinfo.ch/eng/liberian-war-crimes-appeal-trial-opens-in-switzerland/48195632>

Ces affaires de compétence universelle reposent souvent sur la déposition de témoins plutôt que sur des documents institutionnels, bien que l'affaire Myanmar en Allemagne comprenne des documents ayant fait l'objet de fuites. L'imagerie satellite et ses analyses médico-légales sont de plus en plus importantes, tout comme les enregistrements des médias sociaux. Mais au moins aussi importants que la documentation utilisée dans les plaidoiries et dans la salle d'audience sont les dossiers rassemblés lorsque les procureurs définissent et affinent les affaires et que les juges réfléchissent aux questions juridiques qui leur sont soumises. Les dossiers de ces affaires de compétence universelle sont conservés dans un État mais constituent des sources essentielles pour l'histoire des habitants d'un autre État. Ce sont peut-être les seules archives d'événements horribles, et dans un avenir proche, ce seront probablement les archives les plus facilement accessibles à leur sujet. L'importance et la responsabilité des archivistes des institutions judiciaires quant aux dossiers de ces affaires sont incontestables.

Nouvelles internationales

Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens (CETC). En 2021, les Nations unies et le gouvernement cambodgien ont convenu que les archives des Chambres extraordinaires devaient être préservées et rendues "aussi largement accessibles que possible". Les deux parties doivent "disposer d'un ensemble complet des archives des chambres extraordinaires, y compris tous les documents et matériels", notamment un ensemble complet de documents et matériels classifiés, lorsque toutes les fonctions résiduelles seront terminées. Le gouvernement cambodgien est chargé de fournir au public "un accès électronique aux archives publiques et des copies imprimées de celles-ci". Les archives des CETC sont un nouveau membre de l'ICA.

<https://www.eccc.gov.kh/en/articles/eccc-joins-international-council-archives>

Cour européenne des droits de l'homme. La Cour a décidé qu'elle "peut se prononcer sur les affaires portées par les Pays-Bas et l'Ukraine contre la Russie pour des violations présumées des droits dans l'est de l'Ukraine en 2014, y compris la chute du vol MH17 de la Malaysia Airlines", rapporte AP.

<https://apnews.com/article/russia-ukraine-moscow-netherlands-human-rights-63564ad2165875c83d2570337363ec1e>

Cour de justice de l'Union européenne. La Cour a jugé que les États de l'Union européenne "doivent accorder l'accès aux documents élaborés au sein de ses groupes de travail [de l'UE] relatifs à la procédure législative concernant la modification de la directive sur les états financiers annuels." Bien que l'affaire ne concerne que les états financiers, l'arrêt semble s'appliquer à tous les groupes de travail, ce qui en fait une déclaration importante sur la transparence.

https://www.reuters.com/world/europe/eu-court-backs-move-prise-open-blocs-decision-making-2023-01-25/?utm_source=Sailthru&utm_medium=Newsletter&utm_campaign=Daily-Briefing&utm_term=012523

Cour interaméricaine des droits de l'homme. Le Chili et la Colombie ont demandé un avis consultatif sur le changement climatique et les droits de l'homme, déclarant "qu'il existe un lien étroit entre l'urgence climatique et l'impact sur les droits de l'homme, ce qui exige des normes interaméricaines pour accélérer la réponse à l'urgence climatique".

https://cejil.org/en/blog/chile-and-colombia-join-forces-to-ask-regional-human-rights-court-for-guidelines-to-respond-to-climate-emergency/?utm_source=substack&utm_medium=email

Cour internationale de justice/Nations unies. L'Assemblée générale des Nations unies a demandé un avis consultatif à la Cour sur "les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est". La résolution de l'ONU est passée avec un vote final de 87 en faveur, 53 nations s'abstenant et 26 s'y opposant ; parmi les opposants figurent les États-Unis, Israël, le Royaume-Uni et l'Allemagne.

[L'Assemblée générale des Nations Unies prie la Cour de donner un avis consultatif dans sa résolution A/RES/77/247 sur les «pratiques israéliennes affectant les droits humains du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris \(icj-cij.org\)](https://www.un.org/press/en/2023/01/230101.un.ia.cij.01.doc.shtml)

Nations Unies. Le Groupe inter-agences des Nations Unies pour l'estimation de la mortalité infantile a publié deux rapports. Le premier estime que "cinq millions de garçons et de filles sont décédés avant leur cinquième anniversaire ainsi que quelque 2,1 millions d'enfants âgés de cinq à 24 ans" et le second constate que "1,9 million de bébés sont mort-nés pendant la même période." Les "estimations des rapports sont fondées sur les données nationales disponibles provenant de recensements, d'enquêtes ou de systèmes d'enregistrement de l'état civil", mais elles sont souvent inadéquates puisque "seuls 36 pays disposaient de données nationales de haute qualité pour 2021, qui ont été prises en compte dans le modèle d'estimation".

[Un enfant est mort toutes les 4.4 secondes en 2021, selon l'ONU | ONU Info](https://www.un.org/press/en/2023/01/230101.un.ia.cij.01.doc.shtml)

Le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a publié l'"Observation générale n° 26 (2022) sur la terre et les droits économiques, sociaux et culturels", sur "l'accès sûr et équitable des individus et des communautés à la terre, son utilisation et son contrôle." Le texte se concentre sur les droits des individus et des groupes les plus défavorisés et marginalisés ; il note que "l'impact de l'attribution de titres de propriété a été mitigé", car il a à la fois reconnu les habitants en tant que propriétaires mais a également conduit à la "marchandisation des droits de propriété." Il indique que les États doivent procéder à l'enregistrement et à l'administration des terres "sans aucune discrimination, y compris la discrimination fondée sur le changement d'état civil, le manque de capacité juridique et le manque d'accès aux ressources économiques". En outre, "les États parties doivent identifier tous les droits d'occupation et les détenteurs de droits existants, et pas seulement ceux qui figurent dans les registres écrits."

<https://www.ohchr.org/en/documents/general-comments-and-recommendations/ec12gc26-general-comment-no-26-2022-land-and>

L'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a publié son dernier "Rapport mondial sur la traite des personnes". Couvrant 141 pays, sur la base des cas de traite "détectés entre 2017 et 2021" et de l'analyse de 800 résumés d'affaires judiciaires, il a constaté que le "nombre de victimes détectées à l'échelle mondiale a diminué de 11 % en 2020 par rapport à 2019." La baisse a été notable dans les pays à revenu faible et moyen, et l'ONUDC a émis l'hypothèse que la pandémie de Covid, "en plus de réduire les possibilités d'action des trafiquants, a pu affaiblir les capacités des forces de l'ordre à détecter les victimes."

<https://www.unodc.org/unodc/en/press/releases/2023/January/global-report-on-trafficking-in-persons-2022.html>

Le Service international pour les droits de l'homme, une ONG basée à Genève et à New York, a publié un document d'information sur "le rôle puissant de la Chine sur les organes de traités des droits de l'homme de l'ONU (UNTBs), identifiant les façons dont la Chine déploie son influence, d'un discours officiel qui se concentre constamment sur la restriction de leur champ de travail à des menaces directes aux ONG indépendantes qui souhaitent s'engager avec les experts de l'ONU".

https://ishr.ch/wp-content/uploads/2023/01/ISHR-UNTB-China_paper_exec_summary_ENG.pdf

Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme. S'adressant au Comité des droits de l'enfant, le Haut-Commissaire a déclaré : "Les données reflètent une réalité effrayante. Les enfants représentent 41 % des plus de 100 millions de personnes déplacées de force dans le monde" et "dans 15 pays touchés par la crise, quelque 40 millions d'enfants sont en situation d'insécurité nutritionnelle grave".

[Les droits de l'enfant sont en net recul dans le monde, déplore le chef des droits de l'homme | ONU Info \(un.org\)](#)

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). "Plus de 3 500 Rohingyas désespérés ont tenté des traversées maritimes mortelles dans 39 bateaux en mer d'Andaman et dans le golfe du Bengale en 2022", soit une augmentation de 360% par rapport à 2021. Le HCR a appelé à une "réponse régionale globale" pour faire face à l'augmentation des traversées maritimes mortelles, et a déploré le manque de réaction des "autorités maritimes de la région pour secourir et débarquer les personnes en détresse ... avec de nombreux bateaux à la dérive pendant des semaines." La plupart des bateaux sont partis du Myanmar et du Bangladesh.

[HCR - Le HCR souhaite une réponse régionale harmonisée pour faire face à l'augmentation des dangereuses traversées maritimes en Asie du Sud-Est \(unhcr.org\)](#)

Nouvelles mondiales/générales.

Économie. Les ONG Reclaim Finance et Bank Track ont publié un rapport montrant que 56 des plus grandes banques de la Net-Zero Banking Alliance "ont fourni 270 milliards de dollars US à 102 grands développeurs de combustibles fossiles" depuis qu'elles se sont engagées à atteindre le zéro net. En outre, 58 des plus grands membres de l'initiative Net Zero Asset Managers "détenaient au moins 847 milliards de dollars US d'actions et d'obligations dans 201 grands développeurs de combustibles fossiles en septembre 2022." Les données proviennent principalement de Bloomberg, Refinitiv et IJGlobal et couvrent "la période allant du moment où chaque institution a rejoint GFANZ [Glasgow Financial Alliance for Net Zero] jusqu'en septembre 2022".

https://www.banktrack.org/news/throwing_fuel_on_the_fire_gfanz_members_provide_billions_in_finance_for_fossil_fuel_expansion#inform=1

Les juges du pôle santé publique et environnement de la Cour de justice de Paris ont rendu un non-lieu dans une affaire pendante depuis 2006 concernant "l'empoisonnement massif des Antilles françaises par le chlordécone, un pesticide autorisé dans les bananeraies jusqu'en 1993", rapporte *RFI*. Les juges ont qualifié cette pollution de "scandale sanitaire" pour les habitants de la Martinique et de la Guadeloupe, mais ont estimé que le non-lieu "était justifié par les difficultés à apporter la preuve pénale directe du détournement du pesticide "commis 10, 15 ou 30 ans avant le dépôt des plaintes".

<https://www.rfi.fr/en/france/20230106-paris-court-dismisses-probe-into-mass-poisoning-of-french-west-indies>

Des chercheurs de l'Université de Harvard (États-Unis) et de l'Institut de recherche sur l'impact climatique de Potsdam (Allemagne) ont "analysé 32 documents internes produits par des scientifiques et des dirigeants d'ExxonMobil entre 1977 et 2002, et 72 publications scientifiques évaluées par des pairs, rédigées ou coécrites par des scientifiques d'ExxonMobil entre 1982 et 2014". Ils ont constaté "que dans les cercles privés et universitaires depuis la fin des années 1970 et le début des années 1980, ExxonMobil a prédit correctement et habilement le réchauffement climatique", ont-ils rapporté dans *Science*. Pour le contexte, voir SAHR News 2021-05. <https://www.science.org/doi/10.1126/science.abk0063>

"La Cour fédérale brésilienne a accepté la plainte déposée par le ministère public fédéral ... contre 16 personnes et les sociétés Vale et Tüv Süd pour la rupture du barrage de Córrego do Feijão à Brumadinho", en janvier 2019, qui a fait 270 morts, rapporte *Mining.com*. Pour le contexte, voir SAHR News 2022-07. <https://www.mining.com/vale-tuv-sud-and-16-people-become-defendants-for-the-brumadinho-disaster/>

L'ONG Special Advisory Council-Myanmar (SAC-M) a publié "Fatal Business : The Myanmar Military's Weapon Production", rapportant que le Myanmar "dispose actuellement d'une capacité de production d'armes légères extrêmement robuste pour répondre à ses besoins opérationnels, qui se concentrent presque exclusivement sur la suppression interne brutale de la population du Myanmar". En analysant "les déclarations des témoins et les preuves vidéo et photographiques" des violations des droits de l'homme depuis la prise du pouvoir en février 2021, les chercheurs ont constaté que les forces de sécurité étaient armées "avec une variété d'armes à feu produites localement." Certaines fournitures essentielles d'armes proviennent de Chine et d'Inde, mais de nombreuses entreprises européennes, asiatiques et américaines sont également des fournisseurs, les marchandises transitant souvent par Singapour et Taïwan. Pour élaborer son rapport, le SAC-M a "examiné des documents budgétaires ayant fait l'objet de fuites" provenant du ministère de la Défense et de la Direction des industries de la défense du Myanmar, contrôlés par l'armée, ainsi que des "dossiers d'expédition provenant de bases de données d'importation et d'exportation sur abonnement". Elle a exhorté les pays à interdire les exportations vers le Myanmar des entreprises fournisseurs.

<https://specialadvisorycouncil.org/wp-content/uploads/2023/01/SAC-M-REPORT-Fatal-Business-ENGLISH-1.pdf>

"Barrick Gold a payé 21,594 milliards de shillings pour indemniser 4 881 personnes qui ont accepté de quitter" une zone où la société veut étendre l'exploitation de sa mine de North Mara en Tanzanie, a rapporté *Mwananchi Communication Limited*. En novembre, 21 Tanzaniens ont intenté un procès à Barrick Gold au Canada pour des violations des droits de l'homme et des décès dans sa mine d'or de North Mara ; on ne sait pas si cette compensation aura une incidence sur le procès. Pour le contexte, voir SAHR News 2022-11.

<https://www.thecitizen.co.tz/tanzania/news/business/barrick-pays-sh21-6bn-for-compensation-4080478>

Les procureurs français chargés de la lutte contre le terrorisme ont annoncé qu'ils avaient "classé sans suite" une plainte déposée contre TotalEnergies par deux ONG, Darwin Climax Coalition et Razom We Stand, alléguant une "complicité de crimes de guerre" pour avoir aidé à produire du carburant pour les avions de guerre russes qui ont bombardé l'Ukraine, rapporte *France24*. Les procureurs ont déclaré avoir pris leur décision à la suite d'une "analyse juridique et factuelle exhaustive de tous les éléments soumis par les plaignants et, de sa propre initiative, par TotalEnergies". Les avocats des ONG prévoient de faire appel.

<https://www.france24.com/en/europe/20230116-charges-dismissed-against-totalenergies-for-complicity-in-ukraine-war-crimes>

Changement climatique. L'ONG Global Water Monitor a publié son rapport sur l'année 2022, qui "restera dans les mémoires comme la troisième année 'La Nina' consécutive. Des inondations extraordinairement dévastatrices ont eu lieu au Pakistan, tandis que les sécheresses pluriannuelles dans l'est de l'Amérique du Sud, l'ouest des États-Unis et la Corne de l'Afrique se sont encore intensifiées". Le rapport explique clairement comment les membres du personnel mesurent et interprètent les changements. Les

informations sont basées sur des observations par satellite et, "lorsqu'elles sont disponibles, sur des observations sur le terrain", qui sont "généralement plus précises et nécessaires pour calibrer les approches de télédétection". Pour mesurer le changement, des données historiques sont utilisées, mais "la longueur des enregistrements, la fréquence et les détails spatiaux varient d'une source de données à l'autre".
<https://wenfo.org/globalwater/2022report/#gallery>

Une équipe de juristes a analysé 20 litiges dans 4 pays d'Amérique latine afin de déterminer s'ils contribuaient à la mise en œuvre d'une action climatique "entreprise de manière juste et inclusive prêtant attention aux personnes en situation de vulnérabilité", concept appelé "litige de transition équitable". Ils ont conclu que "les litiges relatifs à la transition équitable ne constituent pas une menace pour la transition énergétique ou les processus plus larges de décarbonisation. Cependant, ils nécessitent le respect de certaines exigences procédurales, ce qui pourrait retarder les politiques de décarbonisation en Amérique latine."
https://scholarship.law.columbia.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1198&context=sabin_climate_change

Environnement. Le groupe d'évaluation scientifique du protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone, soutenu par les Nations unies, a publié son rapport d'évaluation quadriennal. Il confirme "l'élimination progressive de près de 99 % des substances qui appauvrissent la couche d'ozone et sont interdites [...], conduisant à une reconstitution significative de la couche d'ozone dans la haute stratosphère et à une diminution de l'exposition humaine aux rayons ultraviolets (UV) nocifs du soleil". L'évaluation était "fondée sur des études, des recherches et des données approfondies compilées par un vaste groupe international d'experts, dont de nombreux membres de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), de la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA) des États-Unis, de la National Aeronautics and Space Administration (NASA) des États-Unis et de l'Union européenne".
[La reconstitution de la couche d'ozone est en bonne voie et permettra d'éviter 0,5 °C de réchauffement planétaire \(unep.org\)](https://www.unep.org/fr/actualites/la-reconstitution-de-la-couche-d-ozone-est-en-bonne-voie-et-permettra-d-eviter-05-c-de-rechauffement-planetaire)

Dans un article de la revue *Science*, une équipe internationale de 35 scientifiques et chercheurs a déclaré que "l'activité humaine et la sécheresse pourraient avoir dégradé plus d'un tiers de la forêt amazonienne, soit le double de l'estimation précédente", a rapporté le *Guardian*. "Cette dégradation s'ajoute aux 17 % de la forêt originelle qui ont été complètement rasés au cours des cinquante dernières années. Les conclusions "se fondent sur un examen des études existantes, sur des données satellitaires récentes et sur une nouvelle évaluation des effets de la sécheresse".
<https://www.science.org/doi/10.1126/science.abp8622>
https://www.theguardian.com/environment/2023/jan/26/human-activity-and-drought-degrading-more-than-a-third-of-amazon-rainforest?utm_source=substack&utm_medium=email

Liberté d'expression. L'UNESCO a publié "Tendances mondiales de la liberté d'expression et du développement des médias : Rapport mondial 2021-2022." Pour ce rapport, des chercheurs de l'UNESCO, de l'Alliance Data-Pop et d'*Economist Impact* ont analysé 160 sources de données et confirmé "que 85% de la population mondiale a connu un recul de la liberté de la presse dans son pays au cours des cinq dernières années".
[Accueil | World Trends in Freedom of Expression and Media Development: 2021/2022 Online Report \(unesco.org\)](https://www.unesco.org/fr/actualites/accueil-world-trends-in-freedom-of-expression-and-media-development-2021-2022-online-report)

Dans son rapport annuel, le Comité pour la protection des journalistes indique qu'en 2022, il y a eu "une augmentation de 50 % des assassinats de journalistes, dont au moins 41 meurtres de travailleurs des médias 'liés directement à leur travail'". L'Amérique latine est la région la plus meurtrière.
<https://cpj.org/wp-content/uploads/2022/11/CPJ.Annual.Report.2022.pdf>

Mais l'Afrique est également dangereuse. En l'espace de trois jours, trois éminents dirigeants africains sont décédés, tous ayant exprimé leurs opinions. Au Rwanda, le 20 janvier, le journaliste "John Williams Ntwali aurait été tué dans un 'accident de voiture' qui, selon de nombreux observateurs, aurait servi de couverture à un assassinat politique", indique *The Africa Report*. Les autorités rwandaises n'ont pas encore produit de preuves photographiques ou d'images de vidéosurveillance de l'"accident". Le 21 janvier, "le courageux avocat des droits de l'homme Thulani Rudolph Maseko a été assassiné ... abattu de plusieurs balles à son domicile". Puis, "le 22 janvier, le corps du journaliste camerounais Martinez Zogo a été retrouvé sur le bord d'une route - nu, mutilé et en état de décomposition - après que des "assaillants non

identifiés" l'aient enlevé alors qu'il tentait d'entrer dans un poste de police pour échapper à ses agresseurs. Zogo, rédacteur en chef de la station de radio privée *Amplitude FM*, **avait récemment fait un reportage sur une affaire de détournement de fonds présumé** impliquant un média ayant des liens avec le gouvernement".

https://www.theafricareport.com/279711/cameroon-eswatini-rwanda-three-devastating-days-that-shook-africa/?utm_source=substack&utm_medium=email

Dossiers médicaux. "Nous continuons à demander à la Chine des données plus rapides, plus régulières et plus fiables sur les hospitalisations et les décès, ainsi qu'un séquençage viral plus complet et en temps réel", a déclaré le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Ghebreyesus, d'après *CNN*. Le directeur exécutif de l'OMS pour les urgences sanitaires a déclaré que les chiffres publiés par la Chine "sous-représentent l'impact réel de la maladie" en termes d'hospitalisations, d'admissions en soins intensifs et de décès. La Chine a déclaré qu'elle s'était montrée coopérative.

https://www.cnn.com/2023/01/05/china/china-covid-outbreak-who-data-intl-hnk/index.html?utm_term=.1672987766009c0afa9b63916&utm_source=cnn_Meanwhile+in+China+-+01.06.2023&utm_medium=email&bt_ec=zF8cEorrgssob60kGs5Xcfwu9w3MC2XydDKZMfzxQhGBuonVPhbV5gMx7XOqwRWn&bt_ts=1672987766012

L'asparaginase est l'un des médicaments de chimiothérapie les plus importants, en particulier pour les cancers de l'enfant. *STAT*, le *Mail&Guardian* et le Bureau of Investigative Journalism ont publié un rapport montrant qu'"au moins une douzaine de marques d'asparaginase se sont révélées de mauvaise qualité, dix d'entre elles étant encore sur le marché. Dans certains cas, les marques étaient bien en deçà de la norme nécessaire pour traiter le cancer. Il a également été constaté que de nombreuses marques contenaient des contaminants, tels que des bactéries, qui pourraient être nocifs pour les patients. Les données relatives à l'expédition montrent que près de 100 pays ont reçu de l'asparaginase de qualité inférieure.

<https://www.thebureauinvestigates.com/stories/2023-01-25/the-drug-was-meant-to-save-childrens-lives-instead-theyre-dying>

Migration. En 2018, un groupe de travailleurs humanitaires - 17 étrangers et 7 Grecs - ayant participé à des opérations de sauvetage de migrants a été inculpé en Grèce d'espionnage, de falsification et d'utilisation illégale de fréquences radio. "Un tribunal de l'île grecque de Lesbos [...] a rejeté les accusations, décidant pour des raisons de procédure de renvoyer l'affaire au ministère public pour qu'il la dépose à nouveau", a rapporté l'agence AP. Le tribunal s'est rangé à l'avis de la défense selon lequel l'accusation n'avait pas "traduit pour les accusés étrangers" les documents d'inculpation et que les accusations d'espionnage étaient vagues.

<https://www.france24.com/en/europe/20230113-greek-court-rejects-charges-against-aid-workers-who-helped-migrants-in-lesbos>

Le service américain de l'immigration et des douanes a publié son rapport annuel couvrant la période du 1er octobre 2021 au 30 septembre 2022. Au cours de cette période, il a expulsé 72 177 personnes vers plus de 150 pays, dont "2 667 membres de gangs connus ou présumés, 55 terroristes connus ou présumés, sept auteurs de violations des droits de l'homme et 74 fugitifs étrangers recherchés par leur gouvernement pour des crimes tels que l'homicide, le viol, le terrorisme et l'enlèvement."

<https://www.ice.gov/news/releases/ice-releases-fy-2022-annual-report>

Vie privée. "Les pharmacies en ligne qui vendent des pilules abortives partagent des données sensibles avec Google et d'autres tiers, ce qui pourrait permettre aux forces de l'ordre de poursuivre les personnes qui utilisent ces médicaments pour mettre fin à leur grossesse, selon une analyse de *ProPublica*. À l'aide d'un outil créé par Markup, salle de presse à but non lucratif spécialisée dans le journalisme technologique, *ProPublica* a effectué des vérifications auprès de 11 pharmacies en ligne qui vendent des médicaments abortifs, afin de révéler la technologie de repérage en ligne qu'elles utilisent. À la fin de l'année dernière et au début du mois de janvier, *ProPublica* a trouvé des traceurs sur les sites d'au moins neuf pharmacies en ligne qui fournissent des pilules par courrier.

https://www.propublica.org/article/websites-selling-abortion-pills-share-sensitive-data-with-google?utm_source=email&utm_medium=editorial&utm_content=news&utm_campaign=230118

L'Irlande, organisme de surveillance des données de l'Union européenne qui supervise Meta parce que le siège européen de l'entreprise est basé à Dublin, a statué que "l'intégration de publicités personnalisées dans les conditions de service" constitue une "violation du RGPD", le règlement général sur la protection

des données de l'UE, a rapporté *WIRED*. Actuellement, les utilisateurs de Meta "acceptent la publicité personnalisée en consentant aux conditions de service de l'entreprise, un long contrat que les utilisateurs doivent approuver pour utiliser ses produits". La décision prévoit une amende de 390 millions d'euros (414 millions de dollars) et vise spécifiquement Facebook et Instagram, mais pourrait avoir des répercussions sur l'ensemble du monde de la technologie.

https://www.wired.com/story/meta-surveillance-capitalism/?bxiid=5c48efcf2ddf9c4807adf975&cndid=53684912&esrc=sign-up-page&source=EDT_WIR_NEWSLETTER_0_DAILY_ZZ&utm_brand=wired&utm_campaign=aud-dev&utm_content=WIR_Daily_010623&utm_mailing=WIR_Daily_010623&utm_medium=email&utm_source=nl&utm_term=P7

Technologie. En septembre 2022, le *New York Times* a publié un article sur les conversations téléphoniques sans filtre que les soldats russes avaient avec leurs parents, leurs amis et leurs conjoints. Selon *Motherboard*, la version en ligne de l'article a accidentellement divulgué les numéros de téléphone des soldats russes. "Cette divulgation a potentiellement exposé les personnes concernées à un risque de représailles de la part de leur propre gouvernement et d'autres tiers. Cette nouvelle met en lumière non seulement les risques que posent les téléphones en temps de guerre, mais aussi les risques pour la sécurité que peuvent présenter les journalistes".

https://www.vice.com/en/article/epz3xj/new-york-times-exposed-russian-soldiers-criticizing-war-phone-numbers?utm_source=email&utm_medium=editorial&utm_content=news&utm_campaign=230112

Seconde Guerre mondiale. "En 1953, les dirigeants polonais, alors communistes, ont renoncé à toute revendication de réparations de guerre sous la pression de l'Union soviétique, qui souhaitait libérer l'Allemagne de l'Est, également satellite soviétique, de toute responsabilité", explique *Reuters*. Le gouvernement polonais actuel estime que cet accord n'est pas valable car "la Pologne n'a pas été en mesure de négocier une compensation équitable" et a exigé de l'Allemagne des réparations d'un montant d'environ 1,4 billion de dollars. Dans une note diplomatique récente, l'Allemagne a déclaré que la question était close et que toutes les réclamations financières liées à la guerre avaient été réglées.

https://www.reuters.com/world/europe/poland-says-germany-refused-talks-ww2-reparations-2023-01-03/?utm_source=reddit.com

Adolfo Kaminsky est décédé. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il a retiré l'encre bleue prétendument indélébile des cartes d'identité et de rationnement françaises, ce qui lui a permis "d'effacer les noms à consonance juive, comme Abraham ou Isaac, qui étaient officiellement inscrits" et de les remplacer par "des noms à consonance typiquement non-juive, sauvant ainsi la vie de milliers de Juifs français, a rapporté le *New York Times*.

<https://historynewsnetwork.org/article/184724>

"Pendant les années de souffrance et de tragédie qui ont caractérisé le ghetto de Varsovie au milieu de la Seconde Guerre mondiale, une équipe de médecins juifs a secrètement documenté les effets de la famine sur le corps humain lorsque les nazis ont sévèrement limité la quantité de nourriture disponible dans le ghetto juif". Merry Fitzpatrick, professeur adjoint à l'université Tufts (États-Unis) qui étudie la sécurité alimentaire et la malnutrition, a parlé de l'importance de ce travail dans un podcast de *The Conversation Weekly*. Elle a souligné qu'aujourd'hui, l'éthique exige des scientifiques qu'ils traitent - et non pas simplement qu'ils observent - les victimes de la famine. L'enregistrement unique réalisé par les médecins de Varsovie fournit donc des informations qui peuvent aider la médecine actuelle à comprendre et à prévenir les décès ou les dommages à long terme dus à la famine grâce à un meilleur traitement des personnes souffrant de malnutrition sévère.

<https://theconversation.com/jewish-doctors-in-the-warsaw-ghetto-secretly-documented-the-effects-of-nazi-imposed-starvation-and-the-knowledge-is-helping-researchers-today-podcast-198283>

For the first time, the German parliament focused its "annual Holocaust memorial commemorations on people persecuted and killed over their sexual or gender identity during World War II," *CNN* reported. The ceremony was welcomed by Germany's LGBTQ association, as the president of the Bundestag (lower house) recognized the long period in which homosexual activity under Nazi-era laws remained illegal, only fully abolished in 1994.

Pour la première fois, le parlement allemand a axé ses "commémorations annuelles de l'Holocauste sur les personnes persécutées et tuées en raison de leur identité sexuelle ou de genre pendant la Seconde Guerre mondiale", a rapporté *CNN*. La cérémonie a été saluée par l'association LGBTQ allemande, car le président du Bundestag (chambre basse) a reconnu la longue période pendant laquelle l'activité

homosexuelle est restée illégale en vertu des lois de la période nazie, qui n'ont été totalement abolies qu'en 1994.

<https://www.cnn.com/2023/01/27/europe/germany-nazi-lgbt-victims-intl/index.html>

À l'occasion de la Journée internationale de commémoration de l'Holocauste, le 26 janvier, le directeur de l'Office central des autorités judiciaires allemandes chargé d'enquêter sur les crimes nationaux-socialistes a déclaré à l'agence *Reuters* qu'il avait remis à des procureurs locaux en Allemagne cinq affaires qui, selon lui, ont encore une chance d'être jugées. "Depuis sa création en 1958, l'Office central a lancé 7 694 enquêtes sur des crimes de l'époque de la Seconde Guerre mondiale, dont certains impliquant plusieurs suspects, ce qui a permis d'étayer une grande partie des 18 688 affaires portées devant les tribunaux allemands. L'Office a "répertorié des noms de personnes et de lieux d'intérêt sur plus de 1,7 million de fiches". Malheureusement, le même jour, "une enquête a révélé que près d'un quart des Néerlandais nés après 1980 pensent que l'Holocauste est un mythe ou que le nombre de ses victimes a été largement exagéré".

<https://www.reuters.com/world/europe/race-against-clock-germanys-top-nazi-hunter-2023-01-26/>

Actualités bilatérales et multilatérales.

Afghanistan/États-Unis. Dans le cadre d'un procès intenté à l'armée américaine en vertu de la loi sur la liberté de l'information (Freedom of Information Act), le *New York Times* a obtenu 66 "pages partiellement expurgées" d'une enquête sur la frappe aérienne d'août 2021 qui a coûté la vie à 10 civils afghans. Les documents "fournissent des exemples détaillés de la manière dont les hypothèses et les préjugés ont conduit à la bavure mortelle".

<https://afghanistanpeacecampaign.org/2023/01/06/military-investigation-reveals-how-the-u-s-botched-a-drone-strike-in-kabul/>

Afrique. La Fondation Mo Ibrahim a publié son indice annuel de gouvernance africaine, qui montre que le continent est "moins sûr, moins sécurisé et moins démocratique qu'il y a dix ans, l'insécurité freinant les progrès en matière de santé, d'éducation et d'opportunités économiques", a rapporté le *Guardian*. L'indice indique que la sécurité, l'État de droit et les droits de l'homme "se sont détériorés dans plus de 30 pays" selon ses calculs, "sur la base de données provenant de 47 sources externes indépendantes" au cours de la dernière période de 10 ans.

https://www.theguardian.com/global-development/2023/jan/26/africa-less-safe-secure-and-democratic-in-past-decade-ibrahim-index?utm_source=substack&utm_medium=email; <https://mo.ibrahim.foundation/iiag>

Algérie/France. Jacques Inrep réitère dans *histoirecoloniale.net* la demande l'accès aux "circulaires des [généralistes français] Massu et Salan donnant des instructions explicites aux unités de l'armée française pour pratiquer la torture et assassiner des prisonniers" pendant la guerre franco-algérienne. Pour plus d'informations, voir *SAHR News* 2022-03.

<https://histoirecoloniale.net/Archives-de-la-guerre-d-Algerie-et-traces-psychologiques-actuelles-du-temps-des.html>

Deux historiens ont relaté dans *Mediapart* leur mission en Algérie en novembre 2022 pour localiser les centres de torture mentionnés par les familles des victimes de disparitions forcées pendant la guerre. Ils ont localisé une ferme où des Algériens étaient détenus secrètement et ont interrogé des habitants qui se souvenaient de la guerre, écrivant que ces entretiens "nous donnent des informations précieuses que les archives coloniales, par définition, ignorent. Il faut les recueillir avant qu'elles ne tombent dans l'oubli et ne disparaissent".

<https://histoirecoloniale.net/Reportage-sur-un-centre-de-torture-de-l-armee-francaise-durant-la-guerre-d.html>

Australie/Timor-Leste. Le président timorais Jose Ramos-Horta "a demandé au gouvernement australien de divulguer enfin les documents secrets relatifs à l'invasion et à l'occupation indonésienne" du Timor-Leste, a rapporté le *Sydney Morning Herald*. Il a déclaré : "Il est plus que temps. L'Australie devrait publier toutes les informations, [tous] les documents relatifs à la période de 1974 à 1999."

<https://www.smh.com.au/world/asia/long-overdue-ramos-horta-calls-on-australia-to-release-balibo-files-20230116-p5cctk.html>

Guerres des Balkans. "Le tribunal d'État de Bosnie a reconnu l'ancien commandant de compagnie de l'armée serbe de Bosnie, Boban Indjic, coupable d'avoir participé à l'enlèvement et aux meurtres subséquents de 20 civils qui ont été saisis dans un train à la gare de Strpci, en Bosnie, le 27 février 1993",

a rapporté *BIRN*. Des témoins ont déclaré à la Cour qu'Indjic était l'une des personnes qui ont "vérifié les documents d'identité des passagers" et qui ont fait descendre les 20 personnes du train.

<https://balkaninsight.com/2023/01/19/bosnian-serb-army-ex-officer-convicted-in-train-massacre-case/>

Belgique/anciennes colonies. "Fin décembre, le président de la commission parlementaire chargée de faire la lumière sur le passé colonial de la Belgique a annoncé que les excuses officielles aux victimes du colonialisme n'avaient pas été approuvées, a rapporté *justiceinfo.net*. Parmi les autres recommandations rejetées figurent "l'instauration d'une journée du souvenir, l'érection d'un monument aux victimes des 'zoos humains', la création d'un centre de connaissances, l'octroi de bourses, la déclassification des archives, un nouveau nom pour l'Ordre de Léopold II et l'élaboration d'un plan d'action national contre le racisme".

https://www.justiceinfo.net/en/111372-belgian-colonial-past-commission-fails-apology-to-victims.html?mc_cid=a2e3f21c48&mc_eid=cac5f32aeb

France/anciennes colonies. "Une cour d'appel de l'île française de la Martinique, dans les Caraïbes, a rejeté une requête de groupes demandant des réparations pour l'esclavage, ce qui porte un coup aux efforts entrepris il y a plus de 15 ans", a rapporté l'agence *AP*. La cour a notamment estimé "qu'il n'appartient pas au pouvoir judiciaire de décider" si les mesures déjà prises par l'État français en "reconnaissance de l'esclavage et de la traite négrière" sont "suffisantes".

https://apnews.com/article/europe-france-caribbean-martinique-fort-de-france-1f4588d353ea5a99ec6c2f12679f8c47?utm_source=substack&utm_medium=email

Indonésie/Pays-Bas. En 2022, l'ONG néerlandaise KUKB (Comité honoraire néerlandais de la dette) a déposé une plainte devant la Cour d'appel d'Amsterdam au motif que le Rijksmuseum avait "insulté les Indonésiens en tant que groupe" en utilisant le terme "bersiap" dans son exposition de 2022 sur la guerre d'indépendance indonésienne. Le 5 janvier, la Cour a statué contre la KUKB, déclarant que "le terme bersiap ne contient pas forcément des connotations négatives sur les Indonésiens", a écrit un partisan de la KUKB pour *justiceinfo.net*.

<https://www.justiceinfo.net/en/111007-colonial-racism-catches-up-with-amsterdam-rijksmuseum.html>

Mexique/États-Unis. "Les autorités américaines ont remis au Mexique un suspect clé dans la disparition de 43 étudiants en 2014, après que l'homme ait été surpris en train de tenter de franchir la frontière le 20 décembre sans les documents nécessaires, a rapporté l'agence *AP*.

https://www.nbcnews.com/news/latino/us-hands-mexico-key-suspect-2014-disappearance-43-college-students-rcna66701?emci=54871b86-2f9b-ed11-994c-00224832eb73&emdi=1fc5b8aa-309b-ed11-994c-00224832eb73&ceid=4606001&utm_source=substack&utm_medium=email

Guerre au Moyen-Orient. L'équipe d'enquête et d'identification de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) a publié son troisième rapport sur les auteurs de l'attaque chimique du 7 avril 2018 à Douma, en Syrie, qui a causé la mort de quelque 43 personnes et blessé des dizaines d'autres. L'équipe a conclu qu'il y a "des motifs raisonnables de croire que les forces aériennes arabes syriennes sont les auteurs de l'attaque". Cette conclusion s'appuie sur "70 échantillons environnementaux et biomédicaux, 66 déclarations de témoins et d'autres données vérifiées, telles que des analyses médico-légales, des images satellite, des modèles de dispersion des gaz et des simulations de trajectoire". Pour plus d'informations, voir *SAHR News 2020-10*, 2021-04.

<https://www.opcw.org/media-centre/news/2023/01/opcw-releases-third-report-investigation-and-identification-team>

Le Bundestag allemand a adopté une motion reconnaissant comme génocide "le massacre de 2014 par le groupe armé ISIL (ISIS) contre le groupe minoritaire Yazidi en Irak et en Syrie", a rapporté *Al Jazeera*. "Après s'être emparé de grandes parties de l'Irak et de la Syrie en 2014, ISIL a tué plus de 1200 Yazidis, réduit en esclavage 7 000 femmes et filles yazidies, et déplacé la plupart des 550 000 membres de la communauté de leurs maisons dans le nord de l'Irak." Pour plus d'informations, voir *HRWG News 2015-08*.

<https://www.aljazeera.com/news/2023/1/19/germany-recognises-yazidi-massacre-as-genocide>

Guerre en Ukraine. Le *New York Times* a publié un article sur le pillage d'œuvres d'art ukrainiennes par les forces russes opérant dans les zones envahies. Tragiquement, à Kherson, "la quasi-totalité des milliers de peintures à l'huile qui avaient été entreposées dans le sous-sol du musée d'art - et les enregistrements informatiques qui les documentaient - ont disparu". Des avocats et des experts en art dressent des "listes

méticuleuses des objets disparus", tout en travaillant avec des organisations internationales telles que l'Art Loss Register pour retrouver les pièces pillées.

<https://www.pressreader.com/usa/the-morning-call/20230117/281852942683191>

Bellingcat, le groupe de journalisme d'investigation, a décrit le processus qu'il a suivi pour déterminer que "c'est d'un endroit situé près de la rivière Inhulets dans le nord de la région de Kherson occupée par les Russes, que leurs forces" ont lancé les roquettes qui ont touché la ville de Mykolaiv, faisant 12 morts et 41 blessés. *Bellingcat* a utilisé des vidéos de tirs de roquettes postées sur les médias sociaux "dont les auteurs affirment qu'elles ont été tirées en direction de Mykolaiv", des images de sécurité de l'hôpital pédiatrique local, et des "images satellites historiques provenant des archives ArcGIS" pour identifier le lieu.

<https://www.bellingcat.com/news/2023/01/27/anatomy-of-a-shelling-how-russian-rocket-artillery-struck-mykolaiv/>

Radio France et *France info* ont publié des articles expliquant "Crimes de guerre en Ukraine : comment collecter des preuves". Merci à Christine Martinez pour les liens.

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/crimes-de-guerre-en-ukraine-comment-collecter-les-preuves-6869500>

https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/le-choix-franceinfo/crimes-de-guerre-en-ukraine-la-difficile-recherche-de-preuves_4986672.html

Nouvelles nationales.

Afghanistan. Les ONG Freedom House et le Forum de la société civile afghano-canadienne ont parrainé une enquête sur les besoins des défenseurs des droits de l'homme. 663 personnes ont répondu à l'enquête, dont les deux tiers se trouvent encore en Afghanistan, et 90 % de celles qui se trouvent dans le pays ont déclaré avoir subi des violences ou d'autres formes de mauvais traitements. Les personnes qui se trouvent hors d'Afghanistan "sont également effrayées pour elles-mêmes, qui doivent faire face à des conditions de vie précaires, et pour leurs familles restées au pays, et sont souvent dans l'incapacité de reprendre leurs activités de défense des droits." Les personnes qui vivent dans les "pays de transit" qui bordent l'Afghanistan devraient être "enregistrées comme réfugiés et réinstallées dans des nations plus accueillantes et plus sûres".

<https://freedomhouse.org/article/afghan-human-rights-defenders-run-and-still-risk>

Allemagne. Le 1er janvier, une nouvelle loi sur la chaîne d'approvisionnement est entrée en vigueur, obligeant les plus grandes entreprises allemandes à "effectuer une analyse des risques, à mettre en place une gestion des risques et un mécanisme de plainte, et à rendre compte publiquement de ces mesures". La loi "énumère 11 droits de l'homme internationalement reconnus que les entreprises ne peuvent plus violer", notamment l'interdiction du travail des enfants, de l'esclavage et du travail forcé.

<https://www.politico.eu/article/germany-supply-chain-new-year-new-rules-comes-into-force/>

Bolivie. La Cour interaméricaine des droits de l'homme "a déclaré l'État de Bolivie responsable de la disparition en 1980 du militant Juan Carlos Flores Bedregal" et a ordonné au gouvernement "d'ouvrir les archives militaires historiques concernant [le] cas d'assassinat et de disparition forcée" et d'"adopter les mesures législatives, administratives et toute autre mesure [...] nécessaire pour renforcer [...] l'accès à l'information dans les cas de violations présumées des droits de l'homme", a rapporté l'ONG National Security Archive. "Ce jugement a d'importantes implications pour la transparence des dossiers militaires dans les Amériques, où de nombreux États se sont longtemps opposés à l'ouverture des archives de leurs forces de sécurité. Dans le cas d'enquêtes historiques sur les droits de l'homme, les gouvernements ont régulièrement refusé l'accès aux dossiers de l'armée et de la police aux familles des disparus, aux commissions officielles de vérité et même aux procureurs de l'État."

<https://nsarchive.gwu.edu/news/foia-human-rights/2023-01-24/inter-american-court-orders-opening-military-archives?eType=EmailBlastContent&eld=d45551ae-dfbc-487c-8ed4-c22f85637240>

La Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) et son rapporteur spécial pour la liberté d'expression ont suivi une série de manifestations qui ont débuté dans la région bolivienne de Santa Cruz de la Sierra le 28 décembre, à la suite de l'arrestation du gouverneur de Santa Cruz de la Sierra, Luis Fernando Camacho. Le bureau du médiateur a déclaré que, pendant 13 jours de manifestations, ont été enregistrés "25 cas de violations présumées des droits de l'homme, ainsi qu'un usage excessif de la force

par la police, des attaques contre des journalistes, des blessures et des bâtiments et véhicules brûlés (privés et publics)".

https://www.oas.org/en/IACHR/jsForm/?File=/en/iachr/media_center/PReleases/2023/005.asp

Brésil. À la suite des émeutes du 8 janvier, au cours desquelles le palais présidentiel, le bâtiment du congrès et la cour suprême ont été attaqués, plus de 1 200 personnes ont été arrêtées et environ la moitié d'entre elles "ont été libérées pour des raisons humanitaires", d'après *The Guardian*. "Le ministère de la justice, la police fédérale et les procureurs d'État ont tous ouvert des comptes de messagerie où les membres du public peuvent envoyer des éléments permettant d'identifier les émeutiers et, en deux jours, "ils avaient reçu plus de 30 000 courriels." En outre, un "influenceur de médias sociaux" nommé Felipe Neto a appelé ceux qui le suivent "à poster sur son compte des captures d'écran montrant les visages des personnes impliquées" ; il a reçu des messages de plus de 46 000 personnes, avec de nombreuses réponses fournissant "des photos et des noms, certains transmettant même des éléments sur leurs amis et leur famille." Lupa, "l'une des principales organisations brésiliennes de vérification des faits, a encouragé les gens à remplir des formulaires anonymes détaillant les "messages antidémocratiques" publiés en ligne ou sur des applications de messagerie." Le *Guardian* a mis en garde sur le fait que "La nature *open source* du projet a laissé une large place à la malveillance et au pire. N'importe qui peut mettre des noms sur les photos, ce qui ouvre la porte à des contestations et à des critiques publiques massives, que l'identification soit correcte ou non."

https://www.theguardian.com/world/2023/jan/10/brazil-far-right-insurrection-identified-influencers-bolsonaro-capitol?utm_source=substack&utm_medium=email

Un message circulant sur la chaîne Telegram avant l'attaque de la capitale "indiquait des villes où l'on pouvait trouver des bus pour s'y rendre, pour ce que les promoteurs promettaient être une énorme "fête" le 8 janvier", selon *AP*. Le post est "maintenant une piste potentiellement essentielle, au démarrage d'une enquête criminelle sur la façon dont le saccage a été organisé et dont les fonctionnaires ont laissé passer les indices d'une conspiration". Il démontre également "comment les médias sociaux facilitent plus que jamais le recrutement de membres par les groupes antidémocratiques et la transformation de la rhétorique en ligne en action hors ligne".

<https://apnews.com/article/jair-bolsonaro-technology-brazil-government-b330b374f679f5e5f993d0f5e92f9434>

Bien qu'au lendemain des émeutes, Meta (société mère de Facebook) ait déclaré avoir "supprimé les contenus appelant à prendre les armes ou à envahir par la force les bâtiments gouvernementaux", l'ONG Global Witness a constaté, quatre jours après l'événement, que Facebook autorisait toujours de telles publications, rapporte *Reuters*. L'ONG, comme elle l'a fait dans d'autres pays, "a soumis 16 fausses annonces à diffuser sur la plateforme, dont 14 ont été approuvées pour publication", bien que les annonces aient appelé à une révolution militaire et à "la mort des enfants des électeurs de Lula". En revanche, une soumission similaire à YouTube a entraîné la suspension du compte par la plateforme.

https://www.reuters.com/world/americas/facebook-approved-ads-promoting-violence-wake-brazil-riots-report-2023-01-19/?emci=441f9e2e-0998-ed11-994c-00224832eb73&emdi=6b1db941-0a98-ed11-994c-00224832eb73&ceid=4606001&utm_source=substack&utm_medium=email

Sumauma, un "site d'information local indépendant", a fait état de la malnutrition choquante des enfants de la région de Yanomami, affirmant que "durant les quatre dernières années du gouvernement de Bolsonaro, le décès des enfants âgés de 5 ans ou moins avait progressé de 29% par rapport au gouvernement précédent" et que "570 enfants Yanomami sont morts entre 2019 et 2022 de maladies curables." En réponse, le gouvernement a créé une équipe spéciale pour enquêter et "publier des rapports concernant la santé et le bien-être général du groupe indigène", d'après *AP*. Le ministre brésilien de la Justice a déclaré qu'"il existe des preuves solides de 'génocide'", selon *Reuters*.

https://apnews.com/article/technology-health-brazil-government-caribbean-amazoncom-inc-5cdc628ed9e48710a5fa2408bb9361d6?utm_source=substack&utm_medium=email

<https://www.reuters.com/world/americas/evidence-genocide-among-brazils-indigenous-yanomami-says-minister-2023-01-23/>

Burkina Faso. *AP* rapporte qu'entre octobre et janvier, une ONG locale, le Collectif contre l'impunité et la stigmatisation des communautés, "a documenté près de 250 cas d'exécutions extrajudiciaires, contre 95 au cours des quatre mois précédents." Le gouvernement a déclaré avoir ouvert une enquête sur les meurtres récents d'au moins 28 Fulanis. Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme a demandé au gouvernement de faire en sorte que l'enquête soit "rapide, approfondie, impartiale et transparente et que

tous les responsables aient à répondre de leurs actes, indépendamment de leur position ou de leur rang", déclarant que "les Fulanis ont été de plus en plus pris pour cible par l'armée et les milices de défense locales parce qu'ils sont soupçonnés de soutenir les rebelles islamistes extrémistes qui infligent des violences au pays depuis des années".

<https://apnews.com/article/politics-burkina-faso-crime-military-and-defense-violence-02aa75e6bcb471115186210f8d1217d9>
<https://apnews.com/article/politics-burkina-faso-united-nations-human-rights-16edd9d9ddd983f1d4db6e67525d3f7>

Canada. NWP Coal Canada et la Première Nation YQT (également connue sous le nom de Bande indienne de Tobacco Plains) ont conclu un "accord rare pour donner à la communauté le pouvoir d'opposer son veto à un projet minier proposé, ce qui pourrait créer un précédent pour la manière dont les projets de ressources naturelles sont développés au Canada", a rapporté CBC News. Un représentant d'une entreprise de charbon a déclaré : "L'industrie agit souvent comme si le fait que les peuples autochtones aient un droit de veto était terrifiant, alors que nous pensons que s'ils sont les détenteurs de titres ancestraux, s'ils sont les personnes ayant le plus de droits dans la région, nous devrions les traiter comme un gouvernement."

<https://www.cbc.ca/news/canada/calgary/bakx-first-nation-coal-veto-developer-1.6717396>

En 2012, 325 Premières Nations ont intenté un procès pour obtenir "des réparations pour les abus auxquels les Canadiens autochtones ont été confrontés dans les pensionnats du gouvernement." D'après *BBC News*, le Canada a accepté de régler le procès par un paiement de 2,8 milliards de dollars, qui serait "placé dans une fiducie à but non lucratif pour soutenir 'la guérison, le bien-être, l'éducation, le patrimoine, la langue et les activités de commémoration' pour les Canadiens autochtones sur une période de 20 ans, selon le gouvernement." Toutefois, "le règlement doit encore être finalisé et approuvé par un tribunal".

<https://www.bbc.com/news/world-us-canada-64362246>

République centrafricaine. Le mandat de la Cour pénale spéciale a été renouvelé le 28 décembre pour une durée de cinq ans. *Justiceinfo.net* note que "depuis sa création en 2015, elle n'a mené qu'un seul procès." Le président de la Cour a déclaré que la collaboration avec les tribunaux ordinaires s'est améliorée et "aujourd'hui, lorsque nous demandons un dossier, nous l'obtenons." Le greffier adjoint a indiqué que deux priorités dans la gestion du tribunal sont "la mise en place d'un système informatique interne, qui n'existe pas encore, et l'équipement de la salle d'audience en son et en caméras en prévision du procès".

https://www.justiceinfo.net/en/111183-central-african-republic-special-court-starting-block-1.html?mc_cid=a2e3f21c48&mc_eid=cac5f32aeb

https://www.justiceinfo.net/en/111260-central-african-republic-special-court-starting-block-2.html?mc_cid=a2e3f21c48&mc_eid=cac5f32aeb

Chine. Le gouvernement de la province du Sichuan a annoncé qu'à partir du 15 février, "les couples mariés et les personnes qui souhaitent avoir une descendance pourront s'inscrire auprès du gouvernement... sans limite de nombre d'enfants", rapporte *CNN*. Avant cette date, le Sichuan ne permettait aux couples mariés d'enregistrer la naissance que de deux enfants au maximum. L'enregistrement des naissances est essentiel, "souvent nécessaire pour que les parents aient accès à des prestations telles que l'assurance maternité ... pour obtenir un document d'enregistrement du ménage, ou hukou, qui donne aux enfants l'accès à la protection sociale, comme les soins de santé et l'éducation".

https://www.cnn.com/2023/01/31/china/china-sichuan-birth-registration-unmarried-intl-hnk/index.html?utm_term=16752343635359a5b197fd922&utm_source=cnn_Meanwhile+in+China+-+02.01.2023&utm_medium=email&bt_ee=CYdbjSCHgjd%2BDJG9Njzl68A2t6su%2BaFkWkhs7mhmStXqaoHlvtE2Vw4xGXL8hdjl&bt_ts=1675234363538

Colombie. Le médiateur des droits de l'homme a déclaré que 215 militants des droits de l'homme et leaders sociaux ont été tués en 2022, "le plus haut bilan jamais enregistré, contre 145 en 2021 et 182 en 2020", rapporte *Al Jazeera*.

https://www.aljazeera.com/news/2023/1/23/colombian-activist-killings-hit-record-high-in-2022-ombudsman?utm_source=substack&utm_medium=email

Égypte. Le Conseil national pour l'enfance et la maternité a condamné l'annonce, en décembre, des fiançailles d'une fille de 10 ans et d'un garçon de 12 ans "et a juré de mettre fin aux fiançailles des deux enfants." Un projet de loi interdisant le mariage des enfants est "en attente devant le Parlement" ; l'*AFP* rapportait en décembre qu'elle "attribuait le blocage à Al-Azhar Al-Sharif, l'organe scientifique islamique, qui doit encore déterminer dans quelle mesure la proposition est conforme à la charia". Selon les statistiques les plus récentes de l'agence statistique officielle du gouvernement, "96 533 contrats de mariage de mineurs ont été enregistrés dans les villages égyptiens en 2021, contre 20 687 dans les villes".

https://www.al-monitor.com/originals/2022/12/child-marriage-raises-controversy-once-again-egypt?utm_medium=email&utm_campaign=takeaway%2011823%20January%2018%202023%20755&utm_content=takeaway%2011823%20January%2018%202023%20755+CID_6294d24a6a9da0aba6521046b450371d&utm_source=campmgr&utm_term=the%20engagement%20of%20two%20children

El Salvador. En janvier 2023, le Salvador a non seulement le taux d'incarcération par habitant le plus élevé au monde, avec 605 prisonniers pour 100 000 habitants de la population nationale, mais c'est aussi le pays qui a le taux d'assassinat le plus élevé, plus de 50 pour 100 000 habitants en 2022, selon *statistica*. Selon *CrisisWatch*, citant *La Prensa Grafica*, "plus de 97 000 personnes, soit 2 % de la population adulte du pays, sont désormais derrière les barreaux".

<https://www.statista.com/statistics/262962/countries-with-the-most-prisoners-per-100-000-inhabitants/>
<https://www.crisisgroup.org/crisiswatch>

Human Rights Watch a récupéré une base de données qui "semble appartenir au ministère de la Sécurité publique et qui répertorie les noms des personnes poursuivies entre mars et fin août 2022 pendant l'état d'urgence du pays. Elle indique que des milliers de personnes, dont des centaines d'enfants, ont été arrêtées et accusées de crimes au sens large, dans des conditions qui violent les garanties fondamentales d'une procédure régulière pour les détenus et compromettent les perspectives de justice pour les victimes de la violence des gangs." Pour évaluer l'authenticité de la base de données, HRW a "croisé les noms de la base avec d'autres sources, y compris des cas documentés par des organisations locales ou rapportés dans les médias, et a identifié plus de 300 correspondances".

<https://www.hrw.org/news/2023/01/27/el-salvador-leaked-database-points-large-scale-abuses>
<https://ips-dc.org/ips-calls-on-salvadoran-government-to-release-from-prison-leading-water-defenders-arrested-on-january-11/>

L'ONG américaine Institute for Policy Studies a rapporté que cinq éminents défenseurs des droits de l'eau ont été arrêtés, dont trois étaient à la tête de la campagne réussie "qui a convaincu le corps législatif salvadorien de voter à l'unanimité une interdiction de l'exploitation des métaux en 2017 pour sauver les rivières de cette nation." Selon le *Guardian*, les groupes de défense des droits craignent que les arrestations soient "une ruse pour relancer l'exploitation minière", mais l'accusation officielle est "d'avoir tué un informateur présumé de l'armée il y a plus de 33 ans pendant la guerre civile brutale" et d'"association illicite." L'utilisation de dossiers militaires vieux de 33 ans serait un élément intéressant de l'affaire.

<https://lab.org.uk/el-salvador-water-defenders-arrested/?emci=d6ba6339-d9a3-ed11-994d-00224832eb73&emdi=4410a250-eca3-ed11-994d-00224832eb73&ceid=4027936>

El Faro a obtenu un enregistrement audio de sept minutes datant du 10 ou 11 novembre 2021, dans lequel les chefs emprisonnés du gang Surenos de la 18e rue ont été autorisés à enregistrer un message à l'intention de leurs partisans "exigeant l'arrêt de la chaîne de violence et de représailles entre leurs organisations et le gang Mara Salvatrucha-13". Quelques heures avant l'envoi de l'enregistrement, le directeur des prisons s'est rendu à la prison "pour une réunion", selon les rapports des services de renseignement de la prison. Tout dialogue avec les gangs est interdit par la loi salvadorienne." Les rapports de police ont été obtenus par Guacamaya Leak, "confirmant avec de nouveaux documents ... que la réduction des homicides a été soutenue par un accord entre le gouvernement actuel et les gangs".

https://elfaro.net/en/202301/el_salvador/26663/Gang-Divisions-Provoked-2021-Massacre-and-Almost-Toppled-Negotiations-with-Bukele.htm?utm_source=El+Faro_FR+DB&utm_campaign=4feb1e7434-EMAIL_CAMPAIGN_2020_04_22_01_08_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_3ec9190c89-4feb1e7434-363082696

La Prensa Grafica a publié un long article sur les dossiers de la commission de vérité du Salvador, affirmant que ces dossiers, conservés par les Nations unies, devraient être mis à disposition afin de fournir des informations pouvant contenir des indices sur les personnes disparues et de favoriser la recherche de la justice pour les crimes contre l'humanité commis pendant la guerre civile.

https://www.laprensagrafica.com/Acceso-inedito-a-427-denuncias-a-la-Comision-de-la-Verdad-revelan-nueva-informacion-sobre-crimenes-de-la-guerra-l202301150001.html?fbclid=IwAR0YF6Mw_hiBbHFqjD1LZ545_0nJx3atmSYyqEwUcS-njIS4_mLDphseN68

États-Unis. L'ONG Mapping Police Violence a recensé 1 176 décès lors de confrontations avec la police en 2022, nombre le plus élevé qu'elle ait enregistré depuis le début de la collecte de données en 2013. Les informations proviennent "des programmes officiels de collecte de données sur le recours à la force par la police dans des États comme la Californie, le Texas et la Virginie, combinés aux données nationales de la base de données « Fatal Encounters" et à des recherches dans "les médias sociaux, les notices

nécrologiques, les bases de données de casiers judiciaires, les rapports de police et d'autres sources pour identifier la race de 90 % de toutes les victimes de la base de données." Les Noirs représentaient 24 % des personnes tuées, alors qu'ils ne constituent qu'un peu plus de 13 % de la population.
<https://mappingpoliceviolence.us/>

Bien que les Noirs américains représentent environ 13 % de la population américaine, "ils égalent moins de 3 % des donneurs de sang", rapporte *Undark*. Cela peut être un héritage du traitement historique des donneurs noirs, dont le sang a été refusé par la Croix-Rouge américaine (ARC) au début de la Seconde Guerre mondiale, mais en janvier 1942, l'ARC a déclaré qu'elle "accepterait le sang des donneurs noirs pour l'usage militaire mais le traiterait séparément", politique qui s'est poursuivie jusqu'en 1948. En 1950, le service national des donneurs de sang de l'ARC "a cessé d'indiquer les désignations raciales sur les dossiers médicaux des donneurs". La triste ironie du sort veut que ce soit un éminent médecin noir, Charles Drew, qui ait mis au point les "méthodes de séparation du plasma des autres composants du sang, permettant de conserver le sang plus longtemps", ce qui a conduit au programme des banques de sang.
https://race.undark.org/articles/good-blood-bad-policy-the-red-cross-and-jim-crow?utm_source=Undark%3A+News+%26+Updates&utm_campaign=68be9b0aaa-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_5cee408d66-68be9b0aaa-176036617

ProPublica et *NBC News* ont enquêté sur l'incapacité de la loi sur la protection et le rapatriement des tombes des Amérindiens à "assurer la restitution rapide des restes humains" aux Amérindiens provenant des "universités et musées financés par le gouvernement fédéral". Dix institutions "détiennent environ la moitié des restes amérindiens qui n'ont pas été restitués".
https://www.propublica.org/article/repatriation-nagpra-museums-human-remains?utm_source=email&utm_medium=editorial&utm_content=news&utm_campaign=230111

Deux frères représentant le « Projet sur la guerre de Corée » (The Korean War Project) ont déclaré au *New York Times* que les noms gravés sur le mémorial des vétérans de la guerre de Corée à Washington, DC, contiennent 1 015 fautes d'orthographe et que le mémorial "inclut à tort 245 noms de militaires morts dans des circonstances totalement étrangères à la guerre", alors que quelque 500 noms qui devraient y figurer n'y sont pas. Le ministère de la Défense a fourni la liste des noms à graver ; l'une des sources possibles de ces erreurs est que "les dossiers du personnel militaire étaient saisis sur des cartes perforées IBM dans les années 1950 [qui] ne pouvaient contenir qu'un nombre limité de caractères, et ne pouvaient pas prendre en compte les noms de famille comportant un trait d'union ou plusieurs mots, comme celui de Bald Eagle Bear, de sorte que des centaines de noms ont été brouillés".
<https://historynewsnetwork.org/article/184725>

Le conseil d'administration de l'American Society of Human Genetics (ASHG) a présenté ses excuses pour "son implication et son silence sur l'utilisation abusive de la recherche en génétique humaine pour justifier et contribuer aux injustices sous toutes leurs formes". Il a publié un rapport intitulé "Faire face à notre histoire - Construire un avenir équitable" qui "reconnait la participation des premiers dirigeants de l'ASHG aux pratiques scientifiques et sociétales néfastes du mouvement eugéniste américain". La méthodologie du rapport décrit l'utilisation d'éléments tels que les discours et les déclarations du président de l'ASHG, mais curieusement, elle ne mentionne pas le recours aux archives de la société, bien qu'une note de bas de page signale l'utilisation des dossiers de l'American Eugenics Society.
<https://www.ashg.org/wp-content/uploads/2023/01/ASHG-Facing-Our-History-Initiative-Statement-and-Press-Release-NOT-EMBARGOED.pdf>

États-Unis/Californie. La Californie a mis en place un programme de réparation pour les personnes qui ont été stérilisées de force dans le cadre du "mouvement eugéniste qui a atteint son apogée dans les années 1930 et pour un petit groupe de personnes qui ont été victimes de cette pratique dans les prisons de l'État" entre 2005 et 2013. L'État estime qu'environ 600 personnes encore en vie aujourd'hui ont été stérilisées, mais après un an de programme de réparation, "les responsables de l'État ont refusé 103 demandes, clôturé trois dossiers incomplets et en traitent 153 autres - mais disent qu'il est difficile de vérifier les demandes car de nombreux dossiers ont été perdus ou détruits", d'après *STAT*.
https://www.statnews.com/2023/01/04/california-sterilization/?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=8ac7fc80f8-MR_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-8ac7fc80f8-149736437

Éthiopie. Le gouvernement promeut le déploiement d'un système d'identification numérique comme un moyen d'améliorer l'accès aux services gouvernementaux. Cependant, l'ONG Omna Tigray a déclaré que "l'objectif de l'Éthiopie de créer un registre national d'informations numériques suscite de vives inquiétudes, car son application menace d'encourager le profilage ethnique par le biais d'arrestations et de surveillances disproportionnées", ajoutant que "de tels procédés ont été lourdement mis en œuvre contre les Tigréens ces dernières années, entraînant un harcèlement généralisé et des détentions illégales".

https://www.context.news/surveillance/ethiopia-digital-id-prompts-fears-of-ethnic-profiling?utm_source=twitter&utm_medium=social&utm_campaign=context-newsroom

France/Guyane française. Un livre publié l'automne dernier, intitulé *Allons enfants de la Guyane*, par Helene Ferrarini, expose le système des "foyers indiens" dans le département français de la Guyane. Le système a commencé lorsque l'Église catholique a rassemblé des enfants amérindiens pour évangéliser ceux qu'elle considérait comme des païens ; il a évolué vers la séparation obligatoire des enfants de leurs parents pour fréquenter les écoles. L'État a ensuite financé ce qui avait été commencé par l'Église, explique l'auteur à *Radio-Canada*. Merci à Normand Charbonneau pour le lien.

<https://ici.radio-canada.ca/espaces-autochtones/1947001/histoire-meconnue-pensionnats-autochtones-francais-guyane>

Haïti. La Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a publié un rapport de situation sur les droits de l'homme en Haïti, basé sur les informations reçues par ses mécanismes de surveillance, les informations issues d'une visite sur place fin 2019, les audiences publiques et les informations émises par les organisations de la société civile, les organisations internationales et l'État haïtien, entre autres sources. En ce qui concerne la question cruciale de la sécurité des citoyens, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a déclaré que parmi les " principaux défis observés ", il y a un " manque de processus de collecte systématique de données ".

https://www.oas.org/en/IACHR/jsForm/?File=/en/iachr/media_center/PReleases/2023/001.asp

Inde. Indian Railways revendique des terres qui abritent aujourd'hui environ 50 000 personnes près de la gare de Haldwani, dans l'Uttarakhand, où se trouvent également des écoles et un hôpital construits à l'époque britannique. Les chemins de fer affirment qu'ils disposent de "cartes anciennes, d'une notification de 1959, de registres des revenus de 1971 et des résultats d'une enquête de 2017" qui prouvent leur revendication ; ils veulent que les personnes concernées soient expulsées. La Cour suprême a toutefois suspendu les expulsions, déclarant qu'un "plan de réhabilitation devrait être mis en place avant les expulsions", selon *BBC News*.

<https://www.bbc.com/news/world-asia-india-64171401>

Indonésie. Lors d'une conférence de presse, le président Joko Widodo a évoqué 12 "événements regrettables" de "violations flagrantes des droits de l'homme" en Indonésie entre 1965 et 2003, en déclarant : "Je regrette vivement que ces violations aient eu lieu." L'année dernière, Widodo a mis en place une équipe chargée d'enquêter sur ces 12 cas, mais "son mandat est explicitement non judiciaire ; il vise à faire la lumière sur ce qui s'est passé, mais pas à traduire les auteurs en justice devant un tribunal", rapporte *BBC News*. L'équipe a envoyé un rapport au président, mais il n'a pas été rendu public.

<https://www.bbc.com/news/world-asia-64245668>

Iran. La "base de données d'identité nationale de l'Iran, construite en 2015, comprend des données biométriques comme les scans de visage et est utilisée pour les cartes d'identité nationales et pour identifier les personnes considérées comme des dissidents par les autorités", écrit *WIRED*. Aujourd'hui, les militants des droits de l'homme pensent que la reconnaissance faciale est utilisée pour faire appliquer la loi qui oblige les femmes à porter un hijab (foulard couvrant la tête), "peut-être le premier cas connu d'un gouvernement utilisant la reconnaissance faciale pour imposer une loi vestimentaire aux femmes en fonction de leurs croyances religieuses".

<https://www.wired.com/story/iran-says-face-recognition-will-id-women-breaking-hijab-laws/>

Kenya. Le Mathare Social Justice Centre (MSJC) documente les cas de personnes tuées par la police, explique Wangui Kimari, membre du personnel du MSJC, dans *Debunk* ; au cours des six dernières années, les données recueillies par le MSJC " accusent Ahmed Rashid, un policier attaché au poste de police de Pangani, pour la mort d'au moins 43 jeunes gens à Mathare". Le meurtre de deux adolescents par Rashid a été filmé et, dans un documentaire de *BBC Eye*, il a admis avoir commis des exécutions

extrajudiciaires. L'Independent Policing Oversight Authority a porté plainte contre lui pour le meurtre des adolescents et, en janvier, la Haute Cour de Nairobi a ordonné à Rashid de subir une évaluation psychiatrique.

<https://debunk.media/ahmed-rashid-mathares-merchant-of-death/>

<https://thekenytimes.com/counties/former-dreaded-policeman-ahmed-rashid-ordered-to-undertake-mental-assessment/>

Libéria. *L'Associated Press* a obtenu une copie du rapport 2020 d'enquêteurs indépendants sur les opérations d'exploitation forestière illégale dans la forêt tropicale libérienne. Le ministère de la Justice avait commandé l'étude, qui concluait qu'un "échec majeur" était la "tendance persistante" de l'Autorité de développement forestier à prendre "des décisions illégales dans l'évaluation de la gravité des infractions". Le rapport recommandait que le président ordonne une enquête spéciale, mais il n'a pas été rendu public et l'enquête n'a pas été établie. "Depuis 2000, environ 22 % de la couverture arborée du pays a été perdue à cause de la déforestation, en grande partie due à la pression exercée par l'exploitation forestière et les petites exploitations agricoles."

<https://apnews.com/article/climate-environment-liberia-rainforest-df27397b38db547922241f95c2056de5>

Libye. La Mission d'établissement des faits indépendante des Nations unies sur la Libye a "exhorté les autorités à communiquer davantage d'informations sur les charniers et autres crimes graves liés à la guerre civile dans le pays." Lors de sa visite en janvier en Libye, la Mission a "entendu les témoignages de proches de victimes d'exécutions extrajudiciaires, de torture, de détention arbitraire, de disparitions forcées, de trafic d'êtres humains, de déplacements internes, de l'existence de sites d'enterrement collectifs et de morgues contenant des cadavres auxquels les familles n'ont pas accès."

https://news.un.org/en/story/2023/01/1132967?utm_source=UN+News+-+Newsletter&utm_campaign=0cabe4c722-EMAIL_CAMPAIGN_2023_01_31_01_00&utm_medium=email&utm_term=0_fdbf1af606-0cabe4c722-%5BLIST_EMAIL_ID%5D

Mali. Quatorze rapporteurs spéciaux de l'ONU, experts indépendants et membres de groupes de travail ont publié une déclaration demandant "une enquête indépendante immédiate sur les violations flagrantes des droits de l'homme et les éventuels crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis au Mali par les forces gouvernementales et l'entrepreneur militaire privé connu sous le nom de "Groupe Wagner" depuis 2021." Les experts disent avoir reçu "des récits persistants et alarmants d'exécutions horribles, de fosses communes, d'actes de torture, de viols et de violences sexuelles, de pillages, de détentions arbitraires et de disparitions forcées perpétrés par les forces armées maliennes et leurs alliés dans la région de Mopti et dans d'autres endroits, dans le contexte des hostilités en cours." La plupart des victimes seraient des membres de la minorité peule (également connue sous le nom de Fulani).

<https://www.ohchr.org/en/press-releases/2023/01/mali-un-experts-call-independent-investigation-possible-international-crimes>

Mexique. Le secrétaire général de la sécurité publique nationale a publié des statistiques sur les homicides au niveau des États pour 2022, montrant que les homicides ont diminué d'environ 7 % en 2022 par rapport à 2021, mais ces chiffres "se classent toujours parmi les pires niveaux de violence de l'histoire moderne du Mexique", selon le *Latin America Risk Report*. "Les conflits entre cartels sont en grande partie responsables de cette violence élevée.

https://boz.substack.com/p/mapping-mexico-homicides-in-2022?utm_source=substack&utm_medium=email

La Cour suprême a confirmé un article controversé de la "loi nationale sur l'enregistrement des détentions, qui permet aux forces armées de procéder à des arrestations de civils sans en informer la police ou le public", rapporte *CrisisWatch*.

<https://www.crisisgroup.org/crisiswatch>

Monténégro. D'après *BIRN*, le procureur spécial de l'État a déclaré que son bureau « n'a pas été en mesure de créer une base de données des combattants paramilitaires qui aurait pu aider dans les poursuites pour crimes de guerre parce que les autres États de l'ex-Yougoslavie n'ont pas fourni l'aide demandée ». En 2015, le bureau s'était engagé à "créer une base de données des citoyens monténégrins impliqués dans les unités paramilitaires et à rouvrir les enquêtes archivées".

<https://balkaninsight.com/2023/01/27/montenegros-attempt-to-create-database-of-wartime-paramilitaries-fails/>

Nigeria. Depuis que du pétrole a été découvert en quantités commerciales dans l'Ogoniland, dans le delta du Niger, en 1958, "des milliers de déversements de pétrole ont eu lieu", a rapporté *Al Jazeera*. "En 2020 et 2021, la National Oil Spill Detection and Response Agency du Nigeria ... a enregistré 822 déversements combinés d'hydrocarbures, pour un total de 28 003 barils de pétrole rejetés dans l'environnement." Les habitants signalent "une multitude de problèmes de santé". L'espérance de vie dans le delta du Niger est de 41 ans, soit 10 ans de moins que la moyenne nationale.

https://www.aljazeera.com/features/2022/12/21/timeline-oil-spills-in-nigerias-ogoniland?utm_source=stack&utm_medium=email

Ouganda. "Environ 40 % des terres publiques et privées de l'Ouganda sont sans titre de propriété, selon le ministère des Terres, du Logement et du Développement urbain. Selon les défenseurs de la nature, l'absence de documents officiels de propriété permet à des personnes et à des entreprises d'obtenir des titres de propriété sur des terres protégées - soit par ignorance des limites des terres, soit par corruption des autorités locales - ce qui leur permet de raser les forêts du pays", rapporte la *Fondation Thomson Reuters*. " Environ 15% des réserves forestières centrales de l'Ouganda - qui couvrent près d'un sixième du pays - sont utilisées pour le logement ou l'agriculture, selon la NFA [National Forestry Authority]." En novembre 2022, la NFA a déclaré "être impliquée dans au moins 480 procès actifs contre des empiètements sur la forêt. Beaucoup de ces personnes ont acquis illégalement des titres officiels pour planter dans des zones protégées."

https://www.context.news/nature/uganda-takes-to-the-courts-to-stop-land-grabs-and-protect-forests?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=context-climate

Pakistan. Onze rapporteurs spéciaux et experts du groupe de travail de l'ONU "se sont dit alarmés par l'augmentation signalée des enlèvements, des mariages forcés et des conversions de filles mineures et de jeunes femmes issues de minorités religieuses au Pakistan et ont appelé à des efforts immédiats pour mettre un terme à ces pratiques et garantir la justice pour les victimes". Les experts ont déclaré que les rapports "indiquent que le système judiciaire permet ces infractions en acceptant, sans examen critique, les preuves frauduleuses des auteurs concernant l'âge adulte des victimes, leur mariage volontaire et leur conversion", tandis que la police refuse d'enregistrer les plaintes pour mariages forcés et que "les ravisseurs forcent leurs victimes à signer des documents qui attestent faussement qu'elles ont l'âge légal pour se marier et qu'elles se marient et se convertissent de leur plein gré. Ces documents sont cités par la police comme preuve qu'aucun crime n'a été commis."

<https://www.ohchr.org/en/press-releases/2023/01/pakistan-un-experts-urge-action-coerced-religious-conversions-forced-and>

Le ministre des Affaires parlementaires a déclaré au Sénat que 42 journalistes avaient été tués au Pakistan au cours des quatre dernières années, selon *Dawn*.

<https://www.dawn.com/news/1732687/42-journalists-killed-in-pakistan-in-past-4-years-senate-told>

Pérou. Le bureau du médiateur a déclaré qu'au 30 janvier, au moins 46 manifestants et un policier étaient morts depuis le début de la vague de protestations en décembre, après l'éviction et la mise en détention de l'ancien président Pedro Castillo. Le procureur général a déclaré que les procureurs enquêtaient sur la nouvelle présidente, Dina Boluarte, le premier ministre et les ministres de la défense et de l'intérieur pour "génocide, homicide qualifié et blessures graves" infligées aux manifestants, a rapporté *Al Jazeera*. Amnesty International a annoncé l'envoi d'une "équipe de réponse à la crise [qui] recueillera des témoignages et accédera à des documents pour corroborer les allégations de violations des droits humains et d'éventuels crimes de droit international, afin d'accompagner les victimes et de demander aux autorités péruviennes de garantir leurs droits à la justice, à la vérité, à la réparation et à la non-répétition ". En outre, le Digital Verification Corps d'Amnesty International continue d'analyser les preuves photographiques et vidéo d'éventuelles violations des droits humains."

<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2023/01/peru-amnesty-deploys-crisis-response-team/>

<https://www.aljazeera.com/news/2023/1/10/peru-imposes-nightly-curfew-in-restive-region-after-protests>

Royaume-Uni. Des courriels piratés montrent que "le Trésor britannique a délivré des licences spéciales en 2021" qui ont permis à l'oligarque russe Yevgeny Prigozhin, le chef du célèbre groupe Wagner, de "passer outre les sanctions et de lancer une campagne juridique agressive dans les tribunaux de Londres" contre Eliot Higgins, le fondateur de *Bellingcat*, rapporte *open Democracy*. "La vaste mémoire-cache contenant des courriels et des documents piratés de l'un des plus grands cabinets d'avocats russes a été mise à la disposition d'*open Democracy* et de *The Intercept*" par l'ONG Distributed Denial of Secrets.

<https://www.opendemocracy.net/en/prigozhin-government-russia-ukraine-hack-libel-slapp/>

Le « National Police Chiefs' Council (NPCC) et le College of Policing britanniques ont présenté leurs excuses aux survivants et aux familles des victimes de la catastrophe du stade de football de Hillsborough en 1989, où 97 supporters de Liverpool ont perdu la vie dans une bousculade", rapporte *Reuters*. En janvier, "des supporters de Newcastle United se sont plaints de "surpopulation et d'écrasement" et d'un manque d'encadrement au stade de Hillsborough" lors d'un match. Le gouvernement a annoncé un "examen des plaintes." Pour le contexte, voir *SAHR News* 2019-11.

<https://www.reuters.com/lifestyle/sports/police-chiefs-apologise-hillsborough-failures-after-34-years-2023-01-31/>

Royaume-Uni/Ecosse. Le gouvernement britannique "a décidé de bloquer le projet de loi du Parlement écossais sur la réforme de la reconnaissance du genre, signé pour permettre aux personnes de changer plus facilement leur genre légalement reconnu", rapporte *JURIST*. Le projet de loi aurait permis aux personnes âgées de 16 ans et plus de faire une simple déclaration de genre juridiquement contraignante et de recevoir un certificat de reconnaissance de genre. "C'est la première fois que le gouvernement britannique utilise le *Scotland Act* 1998 pour opposer son veto à une loi écossaise.

<https://www.jurist.org/news/2023/01/uk-government-blocks-scotland-gender-reform-bill/>

Russie. Selon *Reuters*, l'agence de presse *TASS*, propriété de l'État russe, a rapporté que le gouvernement était favorable à un amendement de la législation anti-extrémisme stipulant que " les documents cartographiques et autres documents et images qui contestent l'intégrité territoriale de la Russie seront classés comme documents de propagande extrémiste" et que leur création, leur utilisation et leur diffusion seront punies.

https://www.reuters.com/article/ukraine-crisis-idCAKBN2TN0FM?utm_source=reddit.com

Le 25 janvier, un juge du tribunal municipal de Moscou a statué en faveur d'une requête du ministère de la Justice visant à dissoudre le Groupe Helsinki de Moscou. Un porte-parole du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme a déclaré que "la décision de justice de fermer la plus ancienne organisation russe de défense des droits de l'homme, le Groupe Helsinki de Moscou (GHM), est "un nouveau coup porté aux droits de l'homme et à l'espace civique dans le pays". La dissolution était fondée sur des allégations selon lesquelles "l'organisation n'était enregistrée que pour défendre les droits de l'homme à Moscou, et non dans d'autres parties du pays" et qu'elle "n'était donc pas enregistrée correctement." Le GHM a déclaré qu'il ferait appel.

<https://www.themoscowtimes.com/2023/01/25/court-orders-closure-of-russias-oldest-human-rights-group-a80043>

https://news.un.org/en/story/2023/01/1132867?utm_source=UN+News+-+Newsletter&utm_campaign=966f2ca590-EMAIL_CAMPAIGN_2023_01_27_01_00&utm_medium=email&utm_term=0_fdbf1af606-966f2ca590-%5BLIST_EMAIL_ID%5D

Sierra Leone. Le gouvernement a adopté la loi sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes qui réserve 30 % des emplois publics et privés aux femmes et garantit au moins 14 semaines de congé de maternité, l'égalité d'accès au crédit bancaire et des possibilités de formation, rapporte *BBC News*. Il s'agit maintenant de documenter la mise en œuvre.

<https://www.bbc.com/news/world-africa-64348892>

Sri Lanka. La Cour suprême a ordonné à l'ancien président Maithripala Sirisena et à trois autres hauts fonctionnaires d'indemniser les familles des plus de 270 victimes des attaques terroristes du dimanche de Pâques 2019, car ils "n'ont pas réussi à empêcher la tragédie." Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme a qualifié le jugement d'étape positive et a réitéré ses recommandations précédentes "pour assurer le suivi d'une enquête indépendante" et "demander des comptes à tous les responsables".

https://news.un.org/en/story/2023/01/1132567?utm_source=UN+News+-+Newsletter&utm_campaign=8ca4ed56b4-EMAIL_CAMPAIGN_2023_01_19_01_00&utm_medium=email&utm_term=0_fdbf1af606-8ca4ed56b4-%5BLIST_EMAIL_ID%5D

Syrie. Le Réseau syrien pour les droits de l'homme a publié son 12e rapport annuel sur les violations des droits de l'homme les plus notables en Syrie au cours d'une année. En 2022, il a recensé 1 057 civils tués, dont 133 "victimes mortes sous la torture", 2 221 cas de "détention arbitraire" et "le déplacement d'environ 75 000 personnes".

<https://snhr.org/blog/2023/01/24/snhrs-12th-annual-report-most-notable-human-rights-violations-in-syria-in-2022/>

Tchad. Human Rights Watch a interrogé plus de 70 personnes entre novembre et janvier sur les "graves violations des droits humains commises autour des manifestations du 20 octobre 2022." Les autorités tchadiennes ont déclaré que 50 personnes avaient été tuées, dont une quinzaine de policiers, et 300 blessées, mais les groupes de défense des droits de l'homme estiment que le nombre de personnes tuées est plus élevé et que certaines personnes pourraient encore être portées disparues. "Début décembre, 401 personnes qui avaient été prétendument prises sur le fait (...) avaient été jugées pour une série de crimes" tandis qu'"entre 150 et 200 autres doivent encore être jugées." HRW a exhorté les autorités à "publier une liste de tous les détenus des manifestations qui se sont déroulées le 20 octobre et autour de cette date, et à les libérer sous caution" ou à les transférer de la prison de haute sécurité de Koro Toro vers la capitale "où ils pourront avoir accès à des membres de leur famille ou à un avocat et participer à des procédures judiciaires publiques et transparentes." HRW a également appelé l'Union africaine et les Nations unies à travailler avec le gouvernement pour garantir une "enquête indépendante crédible" sur les violations des droits de l'homme et en publier les résultats.

https://www.hrw.org/news/2023/01/23/chad-justice-needed-october-crackdown?utm_source=substack&utm_medium=email

Cours, publications

L'Université de Trente, en Italie, propose deux bourses de recherche de 12 mois (renouvelables pour 12 mois supplémentaires) pour les universitaires qui sont en danger et qui ont obtenu leur diplôme de maîtrise et souhaitent consolider leur formation de troisième cycle afin de se préparer à des demandes de doctorat et/ou à d'autres possibilités d'emploi professionnel. La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 10 mars 2023 à 12h00 (midi). Merci à Giulia Barrera pour cette information.

SAR UniTrento CARITRO - Liens et documents pour postuler:

Italien: <https://www.unitn.it/ateneo/bando/77185/universita-di-trento-avviso-di-selezione-per-il-conferimento-di-n-1-assegno-di-ricerca-nell-ambito-d>

Anglais: <https://www.unitn.it/en/ateneo/bando/77189/university-of-trento-call-for-the-selection-for-the-awarding-of-no-1-research-fellowship-assegno-di>

SAR UniTrento ROVERETO MUNICIPALITY - Liens et documents pour postuler:

Anglais : <https://www.unitn.it/en/ateneo/bando/77225/university-of-trento-call-for-the-selection-for-the-awarding-of-no-1-research-fellowship-assegno-di>

La Commission interaméricaine des droits de l'homme propose un nouveau cours MOOC (virtuel) sur le système interaméricain des droits de l'homme pour les anglophones des Amériques et des Caraïbes :

<https://www.oas.org/en/iachr/spcct/courses/default.asp?Ci=27>

Human Rights Watch, *Rapport mondial 2023* (version française abrégée)

Version anglaise complète : <https://www.hrw.org/world-report/2023>

Transparency International, *Corruption Perceptions Index 2022* : <https://www.transparency.org/en/cpi/2022>
(en anglais uniquement)

Megan Donald, "Human Rights and the Environment", Académie de Genève :

<https://www.geneva-academy.ch/news/detail/592-new-publication-details-the-contours-and-next-steps-for-the-right-to-a-healthy-environment>

(en anglais uniquement)

Caitjan Gainty, "From a 'deranged' provocateur to IBM's failed AI superproject : the controversial story of how data has transformed healthcare", The Conversation :

https://theconversation.com/from-a-deranged-provocateur-to-ibms-failed-ai-superproject-the-controversial-story-of-how-data-has-transformed-healthcare-189362?utm_medium=email&utm_campaign=Daily%20Newsletter%20%20January%2017%202023%20-%202518425276&utm_content=Daily%20Newsletter%20%20January%2017%202023%20-%202518425276+CID_6b3915c87d553082b51497795015f9b5&utm_source=campaign_monitor_us&utm_term=From%20a%20deranged%20provocateur%20to%20IBMs%20failed%20AI%20superproject%20the%20controversial%20story%20of%20how%20data%20has%20transformed%20healthcare

N'hésitez pas à partager vos nouvelles avec nous ! trudy@trudypeterson.com

Pour consulter les numéros précédents, voir <https://www.ica.org/en/sahr-newsletters>

La Section des archives et des droits de l'homme est reconnaissante au magazine d'archives italien en ligne *Il Mondo degli Archivi* de s'occuper de la diffusion des *SAHR News*. Pour vous abonner aux *News*, saisissez les informations requises sur le formulaire que vous trouverez ici :

<https://anai.us13.list-manage.com/subscribe?u=5942a8a83f3023c6a5a63139e&id=324882c3f7>

Cette *Newsletter* est publiée sous licence Creative Commons. N'hésitez pas à la faire circuler et à la réutiliser à des fins non commerciales.